

L'Europe démunie face aux naufrages

Après la mort de plus de 700 migrants lors d'un nouveau drame en Méditerranée, l'Italie presse ses partenaires européens d'agir pour stabiliser la Libye et demande une mission de sauvetage commune

BRUXELLES - bureau européen
ROME - correspondant

Le décompte macabre des morts dans le canal de Sicile se poursuit. Dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 avril, le naufrage à 120 kilomètres des côtes libyennes d'un bateau de pêche chargé de migrants a provoqué la plus grande catastrophe qu'ait connue la Méditerranée. Plus de 700 personnes seraient mortes, peut-être 900, selon le témoignage de l'un des 24 rescapés. Le chavirage a eu lieu lorsque les passagers de ce chalutier long d'une trentaine de mètres se sont précipités sur le même bord pour signaler leur présence à un porte-conteneurs portugais qui venait leur porter secours.

Cette tragédie suit celle du dimanche 12 avril, qui a provoqué la noyade de 400 personnes. Un chiffre résume à lui seul l'ampleur de ce désastre : bien que les arrivées de migrants sur les côtes italiennes restent stables entre les quatre premiers mois de 2014 et 2015 – à environ 20 000 –, le nombre de décès subit une croissance vertigineuse. Depuis le 1^{er} janvier 2015, environ 1 500 personnes ont disparu en mer, contre à peu près 90 lors de la même période de l'année dernière. Et encore, souligne l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il s'agit d'un « *chiffre par défaut* ».

Pour les associations humanitaires, cette disproportion a une explication. Le 1^{er} novembre 2014, l'opération de secours « Mare Nostrum », mise en place par l'Italie un an plus tôt, a été remplacée par l'opération européenne « Triton », sous l'égide de Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne (UE). La première était critiquée pour son coût (9 millions d'euros par mois à la charge de Rome),

pour l'ampleur de ses moyens (une dizaine de navires assistés de 900 hommes), son rayon d'action (jusqu'à 172 milles nautiques des côtes de l'Italie). En douze mois d'existence, Mare Nostrum a effectué 588 sauvetages, ramenant 120 300 migrants sur la terre ferme. Selon des responsables politiques européens, elle incitait les passeurs à multiplier les traversées, devenues plus sûres.

Place donc à Triton, depuis le 1^{er} novem-

bre 2014. Plus modeste dans son financement (2,9 millions d'euros par mois de budget, abondés par l'UE) et ses moyens (deux avions, un hélicoptère, sept navires et soixante-cinq officiers), elle réduit son ambition à un rôle de surveillance des frontières. Le sauvetage n'est pas sa priorité. Ses navires ne peuvent dépasser la limite de 30 milles.

« L'ITALIE NE DOIT PAS ÊTRE LAISSÉE SEULE »
« *Il faut revenir au système de sauvetage similaire à celui de Mare nostrum, a estimé dimanche Flavio Di Giacomo, un des responsables de l'OIM. Il faut mettre d'urgence au point une opération Mare nostrum Europe, qui mettra à disposition les moyens adéquats pour les secours* », a renchéri Carlotta Sami, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Mais, l'émotion passée, les Européens ont des difficultés à s'accorder. Matteo Renzi, qui a interrompu une tournée électorale pour des élections partielles, a réuni d'urgence un nouveau conseil des ministres après s'être entretenu au téléphone avec François Hollande. Au président français qui demandait un renforcement de moyens de Triton, le président du conseil italien a répondu que ce ne sont pas « dix bateaux de plus » qui changeront la situation. « *L'Italie ne doit pas être laissée seule* », a-t-il lancé dimanche. Pour l'Italie, la solution passe par le retour de la paix en Libye, une mission pour laquelle elle s'est déjà portée volontaire. Un conseil des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur et – peut-être – un Conseil européen devraient se tenir ses prochains jours.

« PLUS DE PLACE DANS LES CIMETIÈRES »

« *On ne peut pas faire comme si chaque drame était le dernier en croisant les doigts pour qu'il ne s'en produise pas d'autre, explique au Monde Sandro Gozi, secrétaire d'État aux affaires européennes. Triton n'a pas que des aspects négatifs. Pour la première fois, l'Europe est parvenue à mettre sur pied une politique de responsabilité partagée. Mais il faut aller plus loin et poser la question de l'aire géographique d'intervention des navires et des ressources financières.* »

Autre problème pointé par le secrétaire d'État : « *Seuls cinq États [l'Italie, l'Allemagne, la France, la Suède et le Royaume-Uni] accep-*

tent d'accorder l'asile politique aux migrants. Cinq sur vingt-huit... Le fardeau doit être mieux réparti. En Italie, nous sommes submergés, et il

n'y a même plus de place dans les cimetières de Sicile pour ensevelir les morts. » « *Si l'Europe n'est pas à la hauteur, demandons à l'ONU d'intervenir* », lance de son côté la très influente communauté catholique de Sant'Egidio.

À Bruxelles, la définition d'une politique européenne de l'immigration figure parmi les dix priorités affichées par la Commission, dirigée par Jean-Claude Juncker. Elle s'impose désormais comme la principale urgence. Les drames des derniers jours devaient alimenter les discussions d'un conseil des ministres des affaires étrangères, lundi 20 avril à Luxembourg. Ces derniers devaient notamment examiner l'éventualité d'une mission navale au large des côtes libyennes afin d'empêcher le départ des embarcations. « *Une simple hypothèse de travail* », commentait toutefois un diplomate, dimanche soir.

Certaines capitales sont en effet réticentes à ce type d'opérations, redoutant qu'elles incitent les réseaux de trafiquants à lancer des embarcations en mer avec la certitude qu'elles seraient recueillies. De son côté, le commissaire européen en charge des migrations, le Grec Dimitris Avramopoulos, a annoncé la définition d'une stratégie au mois de mai. Il devait se rendre cette semaine en Espagne, puis en Italie, le 23 avril, pour débattre avec des autorités débordées par l'afflux de migrants. Mais Bruxelles est tributaire du bon vouloir des États : faute de volonté politique et de moyens financiers, elle ne pourra que multiplier les communiqués et les propos creux. Et en appeler à plus de coordination. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
ET PHILIPPE RIDET

**POUR LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL ITALIEN,
MATTEO RENZI, CE NE
SONT PAS « DIX
BATEAUX DE PLUS »
QUI CHANGERONT
LA SITUATION**

L'Etat islamique, nouveau péril sur la route des migrants

Après des milliers de kilomètres de désert, des forces de sécurité corrompues et des passeurs de plus en plus violents, l'Etat islamique (EI) se dresserait-il, en plus, sur la route des migrants d'Afrique de l'Est qui tentent de rallier l'Europe en passant par la Libye ?

Dans une nouvelle vidéo diffusée dimanche 19 avril sur les réseaux sociaux, le groupe a filmé l'assassinat d'au moins vingt-huit hommes présentés comme adeptes de « l'Eglise éthiopienne ennemie ». Des migrants interceptés en Libye, selon le porte-parole du gouvernement éthiopien, Redwan Hussein.

« Si c'est confirmé, c'est un avertissement pour les gens qui se risquent à rejoindre l'Europe en passant par cette route dangereuse », a ajouté M. Hussein, alors qu'Addis Abeba tente d'obtenir la confirmation de la nationalité éthiopienne des victi-

mes, qui pourraient aussi être des chrétiens d'Erythrée.

Un premier groupe de douze hommes ont été assassinés en Cyrénaïque (l'Est libyen) dans une mise en scène similaire à une précédente vidéo, celle de la décapitation de vingt et un coptes égyptiens, en février. Les victimes, vêtues de combinaisons orange, ont été amenées sur une plage avant d'être assassinées. Tués par balles, les seize autres ont péri dans la région désertique du Fezzan (Sud-Ouest), affirme l'EI.

Racket

Pour seule explication aux deux tueries, la voix d'un bourreau, qui déclare, en anglais, que « le sang des musulmans massacrés [par vos] religions a de la valeur (...). Nations de la croix, nous sommes maintenant de retour ». Et d'annoncer une nouvelle forme de racket : les chrétiens

devront désormais « se soumettre, payer la *djizia* [un impôt islamique qui existait dans le passé pour les non-musulmans] ou mourir ».

C'est la première fois que l'EI cible dans une vidéo des chrétiens de la Corne de l'Afrique – qui représentent plus de 60 % des 90 millions d'Ethiopiens et la moitié des 6 millions d'Erythréens. Les deux pays forment le gros des bataillons de migrants d'Afrique de l'Est qui transitent par la Libye, devenue la plaque tournante de l'immigration vers l'Europe.

L'Etat islamique, qui a pris pied dans le pays à la faveur du chaos qui y règne, contrôle notamment des zones dans la région de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli. En montrant l'assassinat de chrétiens dans la région du Fezzan, il veut suggérer qu'il étend les territoires sous son influence. ■

MADJID ZERROUKY

Fermer les frontières « n'arrête pas un migrant prêt à risquer sa vie »

Des chercheurs jugent les politiques répressives inefficaces

Et s'il fallait penser autrement les migrations ? Les autoriser pour mieux les limiter ? Iconoclaste, l'idée est pourtant prônée par les chercheurs les plus réputés. « Les frontières n'ont jamais été aussi fermées, et pourtant il n'y a jamais eu autant de migrants. Quelque chose ne va pas », observe François Gémenne, politologue au Centre d'études et de recherches internationales. Ses travaux l'ont amené à conclure que « l'ouverture ou la fermeture des frontières ne crée ni n'empêche les flux. Une frontière fermée n'arrête pas un migrant qui a payé 5 000 dollars et est prêt à risquer sa vie, ajoute-t-il. A Ceuta et Melilla, une même personne peut tenter cinq, dix, cent fois le passage. L'interdiction n'empêche rien, mais

accroît la prise de risque. »

Pour François Gémenne, comme pour la directrice de recherche au CNRS Catherine Wihtol de Wenden, en plus d'être mortelles et inefficaces, les politiques de fermeture induisent toute une série d'effets secondaires économiques négatifs pour les Etats, à cause notamment de la clandestinité qu'elles encouragent. Une libre circulation des hommes, sur le modèle des capitaux et des marchandises, voilà ce qu'ils étudient depuis 2013, au sein de Mobglob (Mobilité globale et gouvernance des migrations), un groupe de chercheurs dont fait également partie l'anthropologue Michel Agier, directeur d'études à l'EHESS. « Nous y étudions les conséquences d'une libéralisation des passages sur cinq

zones géographiques, ajoute M. Gémenne. Nos travaux ne sont pas terminés, mais ils montrent déjà qu'une telle politique n'entraînerait pas d'afflux massif ». Ces « idéalistes » réfléchissent en même temps aux leviers sur lesquels il faudrait agir pour contrer l'« appel d'air » d'une ouverture des passages.

Ils ne sont pas les seuls à vouloir en finir avec la politique aussi meurtrière qu'inefficace derrière laquelle se cachent les Etats. Deux économistes, Emmanuelle Auriol (Ecole d'économie de Toulouse) et Alice Mesnard (City University de Londres) proposent, elles, d'ouvrir les flux en vendant des visas d'entrée, mais en même temps de réprimer sévèrement le travail au noir. « Si l'objectif est bien de con-

trôler les flux migratoires clandestins et d'éliminer les trafiquants, rappelle Alice Mesnard, nos travaux montrent qu'il est efficace de combiner des politiques répressives avec une offre élargie de visas. »

Vendre les droits d'entrée

Aujourd'hui, les pays européens, et à leur tête la France, délivrent les visas au compte-gouttes, ce qui fait le jeu des passeurs. M^{mes} Mesnard et Auriol proposent donc de vendre des droits d'entrée. « *L'argent gagné par les Etats dans ce nouveau commerce serait ensuite utilisé pour lutter contre l'emploi au noir de main-d'œuvre étrangère* », ajoute Emmanuelle Auriol. « *Nous partons du principe que l'instauration de visas à des prix inférieurs au coût des entrées clandestines va créer un appel d'air. Voilà pourquoi il faut combiner cette légalisation à une répression. Or, comme les migrants optent en priorité pour les pays où ils peuvent travailler, une lutte réelle contre le travail clandestin*

tin cassera une bonne partie de l'attrait d'un pays pour ceux qui seraient tentés de venir sans visas », rappelle la chercheuse toulousaine, qui n'oublie pas au passage que sa théorie va d'abord fâcher les patrons. Pour avoir travaillé sur le marché de la drogue aux Pays-Bas, ou sur la prostitution, les deux économistes savent que l'équilibre existe. A condition d'un peu de courage politique. Or la paralysie européenne face à l'extrême droite empêche les initiatives et incite à se cacher derrière un verrouillage factice des frontières.

Ainsi, au lendemain des « printemps arabes », le groupe Migreurop – réseau européen et africain de militants et de chercheurs – avait proposé un test grandeur nature d'ouverture des frontières. « *La Tunisie est un petit pays, rappelle la juriste Claire Rodier, qui y représente la France. Nous aurions pu l'utiliser comme un laboratoire et observer les effets d'une libérali-*

sation des entrées et des sorties. » La demande n'a pas été entendue. Pas plus que ne l'est celle des universitaires de Mobglob aujourd'hui. Pas plus que ne le sont les multiples études qui prouvent que les migrants participent à l'augmentation de la richesse du pays qui les accueille. L'espoir, pour ceux qui pensent autrement, réside dans la réflexion menée par l'ONU sur une gouvernance mondiale des migrations par une instance paritaire. Mais cela reste une utopie, alors que le cimetière méditerranéen, lui, s'agrandit. ■

MARYLINE BAUMARD

**La paralysie
européenne face
à l'extrême droite
incite à se cacher
derrière un
verrouillage factice
des frontières**